

Les racines de la déconstruction de la France

Un des causes des abandons qui favorisèrent la dérive morbide anti-française d'une proportion importante des jeunes de nos banlieues et l'angoisse qu'elle véhicule est articulée autour de l'idéologie de déconstruction de l'armature traditionnelle de la pensée occidentale, du rôle de l'Etat et de la mission centrale du système éducatif.

Influencée par le philosophe allemand Heidegger, dont les disciples en France sont, entre autres, les philosophes Jean-Paul Sartre et Jacques Dérída et, dans la sphère sociale, Pierre Bourdieu, la pensée dé-constructrice fut la cause profonde des révoltes de mai 1968 dont nombre de tenants sont aujourd'hui arrivés au pouvoir ou dans ses parages influents.

Pour résumer en quelques mots et assurément de manière trop schématique cette pensée dont il est impossible de nier la force des questionnements, on dira qu'elle prend le contrepied de la pensée occidentale traditionnelle articulée autour de la rationalité d'Aristote et de la réflexion sur ses limites explorées par Emmanuel Kant.

Au centre de cette approche complexe se place l'individu ou « l'Être » que le rationalisme a tendance à oublier exploré par Heidegger dans son livre « Être et temps – Sein und Zeit » suivi par « l'Être et le néant » de Jean-Paul Sartre.

On ne mesure pas assez les conséquences sur la stabilité des sociétés de l'interprétation sommaire de cette philosophie questionnant non seulement les fondements de la pensée occidentale, mais également la relation traditionnelle de subordination de l'individu à L'Etat.

Dans les années soixante, les remises en question cristallisées en France en 1968 faisaient suite à la violente bourrasque culturelle de la « Beat generation »¹. Né à la fin de la guerre, le mouvement littéraire qui s'amplifia avec la guerre du Vietnam et donnera la mode des « Beatniks » était une contestation brutale des valeurs de traditionnelles de l'Amérique et du mythe de prévalence morale, militaire et matérielle des Etats-Unis.

¹ « Beat » est un terme de l'argot des noirs américains signifiant « fatigué », « cassé » ou « écrasé ».

Chez nous, le vent de contestation avait encore été attisé par les Maoïstes français pour qui la révolution culturelle – 1966 – 1976 - chinoise était le symbole de la pensée politique moderne de bouleversement des vieilles valeurs bourgeoises².

*

Au risque d'être rangé dans la catégorie des « ultra-conservateurs », on fera l'hypothèse que cette philosophie du questionnement professée par les adeptes du changement forcément synonyme de progrès - les piliers traditionnels de l'Etat étant considérés comme un frein oppressif à la marche vers ce que certains ont appelé la « postmodernité » -, **est à la racine de la détestation de l'autorité et de la perte de quelques repères ayant d'abord conduit à l'affaiblissement général des armatures régaliennes du pays. Justice, Police, Armée, Administration Préfectorale, Education Nationale.**

A côté du déclin de nos armées et de leur lien avec la Nation, en marche depuis la suppression, 20 années après mai 1968, du service national, rayé d'un trait de plume par commodité, suivi par la réduction inexorable du budget, des effectifs et des moyens de la défense, le désarroi **de la justice devenu un ministère subalterne** sans effectifs et sans ressources, **accablé par la remise en question idéologique du volet répressif** de son rôle au profit de l'obsession de réinsertion sociale, est au cœur du défi français de sécurité.

Il faut répéter sans cesse à quel point le projet idéaliste de réintégration sociale des délinquants est une utopie s'il n'est pas articulé autour d'importants moyens et d'un nombre suffisant de magistrats.

S'il fallait une preuve concrète récente et douloureuse de ce dysfonctionnement majeur sans cesse relevé par la police face une pensée judiciaire idéologique « dé-constructrice » devenue autiste, on rappellera que l'un des auteurs de l'égoïsme du père Hamel était en phase de réinsertion. Auditionné par le juge anti-terroriste Trévédic en 2015, il avait été jugé « irrécupérable ».

Au passage, il faut se souvenir qu'en 2015, Trévédic dont chacun loue l'efficacité avait été muté hors de la sphère anti-terroriste de la justice conformément à un **règlement administratif qui, en dépit du principe de l'inamovibilité des juges, leur interdit d'occuper une fonction plus de dix ans.**

² En réalité la révolution culturelle si mal nommée n'était qu'un chaos de déconstruction politique et culturelle déclenché par Mao pour reprendre le pouvoir dont il avait été écarté à la suite de l'échec catastrophique de son expérience de « communes populaires » et du « Grand Bond en avant ».

En apparence anodin, ce règlement est en réalité un des effets pervers de l'esprit de déconstruction arc-bouté à **une idéologie radicalement hostile à l'élitisme** qui fut pourtant l'une des armatures du pacte républicain de la promotion des meilleurs. Défendue par le syndicat de la magistrature un des plus ardents vecteurs de la déconstruction au sein du ministère de la justice, la mesure contribue à un nivellement par le bas.

Pour Trévédic en effet, *« La loi (qui contrevient au principe d'inamovibilité) a été faite pour se débarrasser de juges « inamovibles » qui ne seraient pas à leur place. C'est le problème de la loi : vous vous débarrassez des bons en même temps que des mauvais »*. Comme si par principe « égalitariste », perversion du principe d'égalité des droits, il était devenu impossible de distinguer les meilleurs des plus mauvais pour garder les premiers et muter les seconds.

*

Mais c'est dans le système éducatif que l'égalitarisme « dé-constructeur » hostile à la sélection a occasionné le plus de dégâts dont on n'a pas fini de mesurer les effets sur la stabilité de la société et le désarroi des jeunes devenus les proies de l'idéologie islamiste.

Depuis de nombreuses années, ajoutées à la débâcle de l'autorité, à la succession ininterrompues des réformes, à l'illusion pédagogique qu'il est possible d'apprendre sans efforts, à quoi s'ajoute l'affaiblissement du projet de transmission d'un savoir articulé autour d'une capacité de raisonnement, lui-même remplacé par la dictature de l'image, du « zapping » et de l'éphémère, l'obsession quantitative de « l'excellence pour tous » a violemment tiré le niveau vers le bas.

Les statistiques sont connues. Au milieu d'un classement humiliant au sein de l'OCDE, elles révèlent, que 20% des élèves sont illettrés et qu'une proportion comparable est incapable de donner un sens à une information.

Pour le philosophe François-Xavier Bellamy (« Les Déshérités ou l'urgence de transmettre », Plon 2014) l'origine de la débâcle remonte aux années 80 quand Pierre Bourdieu avait estimé **que la transmission du savoir était une « violence faite aux élèves »**.

Bellamy ajoute que cette pensée dé-structurante toujours présente dans l'esprit de qui voit la notation comme un traumatisme, a abandonné l'exigence de propager une culture nationale commune. Elle a suscité la désagrégation à l'œuvre aujourd'hui, laissant les jeunes, sans repères ni structuration mentale pour comprendre les défis et **vulnérables à toutes les formes d'oppression et de manipulations.**

Peut-être l'échec du système éducatif devrait-il aussi être l'occasion de remettre en question le dogme égalitariste qui, par la démagogie du nombre, tire tout le système vers le bas.

Par obsession idéologique de nos élites, toutes marquées au fer rouge de l'égalitarisme, l'ancestral « bac » n'assure plus aucune sélection et déverse dans les universités des cohortes de jeunes qui entrent dans les études supérieures à la suite d'un très puissant malentendu.

Ce quiproquo de grande ampleur aux conséquences incalculables pour la qualité des ressources humaines de la République **et la sécurité du pays** se lit déjà dans la vieille origine très élitiste du mot baccalauréat. Issu de l'ancien français « bachelor », du latin médiéval « baccalarius » (jeune homme qui aspirait à devenir chevalier) et de « laureare » (lauriers), le « bac » était à la fois conçu pour sanctionner les études secondaires et considéré comme le premier grade universitaire.

Aujourd'hui, sous l'effet de la monomanie du nivellement égalitaire, l'examen, toujours aussi populaire, est, selon l'économiste historien Jacques Marseille, devenu un « monument d'hypocrisie » et un instrument « d'inégalité sociale » dont les effets nourrissent, entre autres, le désarroi des jeunes banlieusards. Un retour à l'esprit de sélection n'aurait pas pour objet de tourner le dos au rôle de promotion sociale de l'école et à sa mission d'aide aux talents méritants. Au contraire.

Dans «Real Education » (2009), l'Américain Charles Murray voué aux Gémonies par les adeptes de la pensée unique, expliquait qu'en voulant forcer la réussite universitaire de ceux que l'étude et les abstractions intellectuelles n'intéressent pas, les systèmes éducatifs occidentaux outrepassent leurs rôles, perturbent les progrès des plus doués et se condamnent à l'échec par le poids du nombre. Un système éducatif, écrivait-il, doit seulement aider tout enfant à « devenir ce qu'il peut ». L'enseignement secondaire ne doit être ni trop long, ni trop spécialisé. Il doit apprendre la rigueur, l'humilité, l'analyse des données. Et, seule l'élite, doit accéder à l'université³.

*

Ajoutons que les racines des agressions contre nous ne sont pas purement françaises. Les bouleversements meurtriers du Moyen Orient, en Libye, en Syrie, en Irak et en Palestine agissent dans nos banlieues comme les répliques des secousses sismiques.

³ Le malentendu s'exprime par la répétition du mantra selon lequel l'école devrait être « démocratique. » Mais la démocratie est un système politique. Son évocation à propos du système éducatif n'a pas de pertinence. S'il est vrai que les pouvoirs publics doivent assurer l'accès de tous à l'éducation et donner à chacun les mêmes chances de succès, leur rôle ne doit pas, sous prétexte d'en garantir la démocratie, interférer dans les études qui, forcément, aboutissent à un classement des individus selon leur capacité à étudier.

Pour une partie non négligeable des jeunes Maghrébins – y compris les moins radicaux -, la coalition aérienne qui frappe Daesh, en très grande partie occidentale, est vue comme une nouvelle agression contre les Musulmans bombardés par les Américains et leurs alliés depuis 2003. Il ne fait aucun doute qu'elle suscitera encore des ripostes terroristes en France.

S'il est vrai que la destruction des centres de commandement et des dépôts logistiques de l'Etat Islamique est un objectif raisonnable, la vérité oblige à dire que nos frappes aériennes seraient mieux acceptées par les Musulmans si elles venaient en complément d'une action au sol menée avec les forces irakiennes. Certes, cette seule implication au sol ne suffirait pas à assécher la transe radicale qui nous défie.

La première des racines et non des moindres, matrice des aveuglements des responsables, est la pensée unique du « politiquement correct » ayant longtemps interdit d'évoquer les réelles tensions à l'œuvre depuis 30 ans nées du surgissement dans le paysage français de l'Islam politique démonstratif et intrusif, base arrière de la transe islamiste radicale et meurtrière qui nous frappe. Le discours de rupture historique, culturelle et identitaire articulé à une appartenance étrangère globale et anti-occidentale est d'autant plus efficace qu'il se nourrit du mystère religieux et, chez les jeunes, de l'attrait morbide du suicide

Il n'empêche qu'il faut s'interroger sur les effets pervers des frappes aériennes fabriquant de nouveaux Djihadistes à chaque mission de bombardement.

*

Enfin – mais la question dépasse le cadre de cette note – quand tout le monde répète doctement que la solution de la question est politique, il subsiste au cœur des non-dits un tabou vieux de 70 ans.

L'alliance entre Washington et Riyad dont le régime Wahhabite constitue l'une des matrices religieuses du terrorisme djihadiste, diffuse un brouillard de confusion dans le paysage chaotique de ces conflits asymétriques que certains voient déjà comme les prémices d'une troisième guerre mondiale.

Certes, le torchon brûle de temps à autre entre Washington et Riyad, mais tant que l'Arabie Saoudite constituera « la banque centrale du pétrole mondial », selon l'expression de Bernard Haykel, spécialiste de la péninsule arabique à l'Université de Princeton, les Etats-Unis qui sont encore loin de l'indépendance énergétique, ne modifieront pas leurs alliances dans la région.

Cette réalité trace les limites d'une solution politique, d'autant que, si guerre civile il y a, elle est aussi une guerre intestinale de religion entre Shiites et Sunnites. A quoi s'ajoutent les Alaouites syriens soutenus par les Shiites d'Iran, eux-mêmes appuyés par Moscou. Pour

compliquer encore la confusion de l'échiquier mondial, preuve s'il en est que les lignes bougent, le jeu trouble d'Ankara pourtant membre de l'OTAN, mais occupé à organiser son retour de puissance, a, en soutenant d'abord Daesh, installé une incertitude stratégique dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle ne facilita pas les initiatives globales contre l'Etat Islamique.

Enfin, engagé dans un dialogue avec l'Europe marqué par le froid calcul des rapports de forces, le gouvernement turc est aujourd'hui en mesure de peser sur Bruxelles et les Européens en tirant avantage de la psychose soulevée chez nous par la question des migrants et des réfugiées de guerre.

Attisé par le sentiment de culpabilité morale des élites européennes, le sujet s'est invité dans le jeu des politiques intérieures du Vieux Continent. Causes profondes du « Brexit », il complique sérieusement la cohésion stratégique de l'UE et la solution politique du conflit, déjà rendue plus ardue par la rivalité entre Moscou et Washington en Ukraine ayant pris en otage la liberté d'action de Bruxelles.

Auteur : François TORRES

Source : www.asafrance.fr